



CTA 4 juillet 2012 – Déclaration de la FSU

La déclaration de politique générale prononcée hier par le premier ministre devant les parlementaires place l'éducation comme un des axes prioritaires de la politique de la nation pour la prochaine législature.

Cette annonce marque une rupture avec les politiques antérieures. Cette rupture s'ordonne autour de deux axes : une volonté de faire réussir tous les élèves et la fin d'une politique de retrait de postes qui au-delà de l'objectif budgétaire, visait un raccourcissement des parcours scolaires.

Pour autant, cette priorité à laquelle nous ne pouvons que souscrire, à la fois comme professionnels mais aussi comme militants de la réussite de tous va se trouver confrontée au volet de la politique d'austérité énoncée hier dans le même discours de politique générale.

Notre action syndicale sera, dans les mois à venir, à faire que la politique budgétaire ne contraigne pas l'objectif éducatif. C'est bien aussi par la réussite de tous que l'on pourra faire reculer les contraintes budgétaires.

Pour la prochaine rentrée scolaire, l'académie bénéficie, pour le premier degré d'une dotation de 65 emplois. C'est une dotation importante, surtout si on fait la comparaison entre restitutions et prélèvements.

Pour la FSU, la hauteur de cette dotation s'explique en partie par la réalité de la prise en compte par le gouvernement de la scolarisation des enfants de moins de trois ans en maternelle. Elle est en cohérence avec les déclarations répétées du Président de la République et du ministre de l'Éducation nationale.

Elle est aussi sans doute le résultat du combat mené en Bretagne par le collectif « Maternelles en danger » qui depuis 5 ans réunit élus, parents et organisations syndicales.

Vous présentez encore une démographie négative pour les départements. Elle est à rebours de la réalité parce que vous excluez de fait une partie des élèves inscrits. Nous vous demandons donc, en cohérence avec la politique gouvernementale que chaque enfant inscrit soit un élève reconnu.

La FSU se satisfait de l'ouverture de places supplémentaires en Bac Pro ASSP et Bac ST2S afin de tenir compte des demandes d'orientation des élèves de la filière sanitaire et social notamment ceux sortant de term BEP. Il faut maintenant que l'implantation des moyens suive au niveau des établissements. Cette exigence vaut aussi pour les divisions nouvelles que les inspections académiques implantent depuis les derniers jours pour faire face à la montée des effectifs en collège et lycée.

La FSU vous a adressé, Monsieur le Recteur, une première liste des difficultés rencontrées sur le terrain. Nous serons particulièrement attentifs aux réponses que vous nous apporterez aujourd'hui et dans les prochains jours. Jusqu'à la rentrée de septembre, nous interviendrons pour que les ajustements nécessaires soient décidés. Les personnels et les familles attendent les mesures d'urgence qui s'imposent pour marquer la rupture avec la politique éducative menée ces dernières années. Quoi qu'il arrive, la rentrée 2012 sera appréciée par tous comme la première rentrée Peillon. Demain, le ministre ouvre les discussions en vue de la loi de Programmation et d'Orientation scolaire. La FSU y prendra toute sa place pour défendre une politique éducative permettant la réussite de tous les jeunes dans le cadre d'une scolarité obligatoire de 2 à 18 ans. Les métiers de l'enseignement doivent être respectés et revalorisés, notamment sur les questions de salaires, de formation continue et initiale. A cet égard, les ajustements apportés pour les stagiaires du second degré vont dans le bon sens, mais ne nous contentent pas. Il est encore possible pour la rentrée d'alléger les services et de construire une véritable formation professionnelle. C'est une urgence Monsieur le Recteur.